



Composante de soutirage des prochains tarifs d'utilisation des réseaux publics d'électricité « TURPE 6 »

Date de la contribution : 15/06/2020

Question 1 : Êtes-vous favorable aux principes identifiés par la CRE pour élaborer la structure du TURPE 6 ?

Question 2 : Êtes-vous favorable aux évolutions de méthodologie envisagées par la CRE pour déterminer la composante de soutirage ?

Question 3 : Êtes-vous favorable à l'évolution des grilles HTB ?

Question 4 : Êtes-vous favorable à l'évolution des grilles HTA et BT > 36 kVA ?

Question 5 : Êtes-vous favorable au maintien de l'option HTA à pointe mobile ?

Question 6 : Êtes-vous favorable aux modalités et au calendrier de mise en oeuvre de la généralisation des options à 4 plages temporelles envisagés par la CRE ?

Alors que le principe d'offres à 4 plages temporelles s'inscrivant dans un éventail d'options tarifaires plus larges n'emporte aucune hostilité de la part de l'UFC-Que Choisir, notre association est toutefois plus circonspecte s'agissant de sa généralisation rapide.

Si la généralisation de l'option tarifaire à 4 plages temporelles est compréhensible dans le sens où elle vise à ce que chaque consommation d'électricité soit tarifée à un coût reflétant au plus près son impact concret sur l'utilisation du réseau, il n'en demeure pas moins vrai qu'elle est de nature à rendre moins lisible pour les consommateurs les factures d'électricité. Il est en effet évident qu'un abonné en tarif de base peut plus aisément déterminer l'impact de sa consommation sur sa facture qu'un abonné pour qui le coût associé à une consommation donnée peut être à 4 niveaux.

L'UFC-Que Choisir note qu'il est plus que si cette tarification selon 4 plages temporelles correspondait à une réelle attente des consommateurs, le marché aurait déjà, en fin de TURPE 5, développer massivement ce type d'offre.

La rapidité de la généralisation souhaitée par la CRE peut être problématique pour ceux pour qui le changement d'offres n'est pas naturel et qui ne sont pas connaisseurs du fonctionnement du marché de la fourniture d'électricité et parfois des subtilités liées à la facturation. Pour appuyer ce propos, l'UFC-Que Choisir ne peut que mentionner que plus de 10 ans après l'ouverture des marchés à la concurrence, de nombreux consommateurs ne savent toujours pas que le marché de fourniture d'électricité est concurrentiel et qu'il est possible de quitter le TRVE. L'UFC-Que Choisir juge ainsi qu'une généralisation d'offres à 4 plages temporelles pourrait se faire en fin de TURPE 7, et non en fin de TURPE 6.

Ceci pourrait également avoir pour effet positif que la CRE ne se sente pas obligée d'augmenter aussi fortement qu'envisagé les coefficients tarifaires des options tarifaires CU et MU DT en 2022 puis 2023, dans un environnement qui plus est où les tarifs de l'électron croissent sous l'effet de l'actuelle régulation et où le projet actuel de nouvelle régulation, s'il était appliqué, pourrait davantage marquer la tendance inflationniste du prix de



l'électricité.

L'UFC-Que Choisir s'interroge d'ailleurs sur le corollaire de cette hausse des coefficients, à savoir la baisse de ceux appliqués aux options à 4 plages tarifaires. En effet, il n'est pas clair de déterminer s'il s'agit ici de baisser artificiellement ces coefficients pour attirer les consommateurs sur les options à 4 plages pour dans un second temps, une fois la généralisation de ces options en place, augmenter cette fois-ci fortement ces coefficients, les consommateurs étant alors captifs. L'UFC-Que Choisir appelle ainsi la CRE à clarifier la situation.

Une autre clarification que l'UFC-Que Choisir appelle de ses vœux concerne le schéma concret que la CRE envisage pour cette transition concernant cette généralisation. Deux cas de figure principaux sont en effet envisageables sans que derrière le propos de la CRE tranche la question. Premièrement, cette généralisation peut être vue de manière extensive, à savoir qu'en fin de TURPE 6 tous les consommateurs devraient avoir un contrat avec l'option à 4 plages horaires. Secondement, on pourrait considérer que seules les offres sur le marché ne devraient désormais proposer en fin de TURPE 6 que la seule option à 4 plages, en laissant les abonnements en cours en base ou en HC/HP se prolonger, soit pendant une période donnée (fixe, ou variable selon la date de souscription du contrat en cours), soit sur une période courant jusqu'à un changement d'offre fait à la seule discrétion des consommateurs.

La question de l'impact de cette généralisation sur les factures étant centrale pour l'UFC-Que Choisir, il convient de la regarder de plus près. Or la documentation fournie par la CRE est source d'interrogation et de frustration pour le lecteur. Interrogation tout d'abord sur la comparaison faite par la Commission sur les grilles tarifaires avant et après prise en compte de la nouvelle méthode. En effet, la façon dont elles sont présentées peut laisser entendre qu'il existe un biais dans la comparaison, puisque la grille avant prise en compte de la nouvelle méthode prend en compte les évolutions de structure en 2020, quand la grille après prise en compte de la nouvelle méthode paraît faire l'impasse sur cette évolution de structure en 2020. Si ce biais est bien présent, il faudrait, pour connaître l'impact de la seule mise en place de la nouvelle méthode, fixer en amont les autres paramètres.

Frustration ensuite, car bien que l'UFC-Que Choisir salue la nouvelle démarche de la CRE visant à mettre en évidence l'impact concret sur les factures des évolutions du TURPE, elle aurait souhaité toutefois que la CRE aille plus loin dans cet exercice. En premier lieu en étant plus précis sur les impacts selon le profil de consommation des consommateurs particuliers, puisqu'ils sont assez restreints dans la consultation, alors que la CRE se félicite de pouvoir bénéficier dans ses simulations de données relatives à 43 000 points de livraison. En second lieu en élargissant la démarche à l'ensemble des consommateurs professionnels, pour l'ensemble des tensions. Cela aurait permis une réelle transparence sur les plus grands bénéficiaires du nouveau TURPE promu par la CRE. L'UFC-Que Choisir souhaite ainsi que la CRE puisse, même après la présente consultation, faire preuve de la plus grande exhaustivité possible sur l'impact de l'évolution de la composante de soutirage du TURPE.

En tout état de cause, la lecture du graphique de la page 34 du document de consultation publique et des évolutions de facture par clients types en basse tension inférieure à 36 kVA souligne le problème inflationniste de l'évolution du TURPE pour les consommateurs particuliers. D'une part on se rend compte qu'en fin de TURPE 6, la quasi-totalité des consommateurs paiera davantage qu'en 2020 la composante de soutirage du TURPE dans sa facture d'électricité, quand l'ensemble des professionnels, toujours en basse tension inférieure à 36 kVA paiera moins. Dans cette catégorie, les consommateurs particuliers sont donc les grands perdants de la nouvelle donne.

De plus, deux problèmes, liés l'un à l'autre, apparaissent à la lecture de l'impact sur les factures de la composante de soutirage du TURPE 6. Ces problèmes concernent l'impact spécifique sur les habitants de grandes surfaces étant des passoires thermiques utilisant notamment l'électricité pour le chauffage.



En premier lieu on constate que ce sont ces ménages qui subiront les effets les plus marqués de la modification de la composante de soutirage du TURPE avec une hausse, toutes choses égales par ailleurs, de leur facture de 225 euros sur l'années 2024 par rapport à l'année 2020. Bien entendu, on pourrait rétorquer, en reprenant la logique exprimée par la CRE sur le rôle du signal tarifaire sur le changement de comportement en termes de consommation d'électricité, que ces ménages seront d'autant moins affectés qu'ils modifieront soit leur consommation, soit l'isolation thermique de leur logement, pour minorer leur facture.

Mais qui peut sérieusement soutenir l'idée que les ménages vivant dans une passoire thermique n'adoptent pas déjà des comportements de consommation optimisés ? Il est par ailleurs problématique de renvoyer des baisses de facture à d'hypothétiques travaux de rénovation énergétique au regard du coût élevé de travaux globaux et efficaces excluant de fait les ménages les plus précaires, et en tout état de cause les locataires, qui n'ont aucun intérêt à investir dans ces travaux permettant, en réalité, d'augmenter la valeur du bien occupé au bénéfice du bailleur.

En second lieu, même en étant dans la logique du signal tarifaire, comment expliquer la cohérence de la logique quand dans un premier temps, c'est-à-dire en 2021, la composante de soutirage du TURPE entraînera pour les ménages de ce profil une diminution de la facture d'électricité de 100 euros par rapport à 2020 ?

Question 7 : Êtes-vous favorable à l'évolution des grilles BT \leq 36 kVA ?

Question 8 : Êtes-vous favorable au maintien en 2024 d'options dérogatoires (base et heures pleines / heures creuses) uniquement accessibles aux consommateurs non équipés de compteurs évolués, selon les modalités proposées par la CRE ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

Dans l'hypothèse où la CRE lèverait les interrogations mentionnées par l'UFC-Que Choisir dans sa réponse à la question 6, l'UFC-Que Choisir serait en mesure de préciser ses recommandations sur cette question de l'accès aux options dérogatoires.

Question 9 : Partagez-vous l'analyse de la CRE sur la nécessité de faire supporter le surcoût généré par la relève à pied résiduelle aux consommateurs qui, de leur fait, ne disposent pas de Linky ?

L'UFC-Que Choisir s'étonne de cette question, sans lien apparent avec l'objet de la consultation qu'est la composante de soutirage du TURPE. Sans donc y répondre ici, elle pourrait s'y intéresser ultérieurement particulièrement si la CRE accompagne son interrogation d'éléments liés aux impacts financiers concrets de la relève.

Question 10 : Êtes-vous favorable à l'adaptation du positionnement des heures creuses afin de prendre en compte les contraintes locales sur les réseaux dans le respect du principe de péréquation ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :



Cette question suppose qu'en amont la CRE marque, bien rappelle, les règles dictant la façon de chaque GRD d'adapter ce positionnement, et éventuellement celui concernant les heures d'hiver et d'été. Il est en effet indispensable que les GRD appliquent les mêmes critères pour déterminer le positionnement de tel ou tel créneau horaire dans une plage de tarification données.

Un contrôle ex-ante de la CRE est également indispensable pour s'assurer que les consommateurs ne surpayent pas indûment leur facture d'électricité en étant par exemple facturés en heures pleines quand en réalité aucune tension ne s'exerce sur le réseau de distribution.

Question 11 : Partagez-vous l'analyse de la CRE selon laquelle l'introduction de dénivelés de puissance souscrite en basse tension ≤ 36 kVA ne constitue pas une évolution à prioriser pour TURPE 6 ?

Cette possibilité pouvant être une source de complexification des offres, il est évident que l'introduction de dénivelés de puissance n'aurait pas vocation à permettre l'élaboration d'offres s'adressant à priori à l'ensemble des consommateurs. Cela étant, l'UFC-Que Choisir est assez réservée sur le fait de priver des consommateurs particuliers d'un instrument pouvant leur permettre de réaliser des économies, à fortiori quand cette possibilité peut être mobilisée par les professionnels.

Question 12 : Partagez-vous l'analyse de la CRE selon laquelle la règle imposant de souscrire une formule tarifaire d'acheminement pour 12 mois consécutifs, même en cas de changement de fournisseur, doit être maintenue en l'état tant que des options saisonnalisées cohabitent avec des options non saisonnalisées ?

Non, particulièrement car « le risque d'arbitrages inter-saisonniers massifs » que la CRE souhaite mettre en avant paraît purement fictif.

Question 13 : Avez-vous des remarques relatives aux dispositions tarifaires en vigueur relatives à l'autoconsommation, en particulier concernant la composante de soutirage optionnelle pour les participants à des opérations d'autoconsommation collective ?